

**Union européenne - Réponse de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes, à
une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 18 avril 2018)**

Madame la Présidente de la commission des affaires européennes, le discours qu'a prononcé hier le président de la République au Parlement européen était attendu, parce que la voix de la France compte. Il a été très écouté : c'est la preuve que la France est de retour en Europe.

Hier soir, à Epinal, s'est tenue la première consultation citoyenne sur l'Europe. Nos concitoyens étaient nombreux et ils ont fait la démonstration que les Français avaient beaucoup à dire sur l'Europe.

Vous avez résumé les nouveaux enjeux auxquels doit faire face l'Union européenne, qu'il s'agisse de la défense, de la sécurité, ou encore de la gestion des migrations. Vous avez raison de soulever ces questions, mais je ne voudrais pas que l'on passe sous silence les politiques européennes qui concernent le cœur de nos territoires, qu'il s'agisse, par exemple, de la politique agricole commune ou de la politique de cohésion. Nous devons travailler à financer l'ensemble de ces politiques européennes, dans le contexte particulier du Brexit. En effet, avec le départ du Royaume-Uni, ce sont 12 milliards d'euros par an qui vont manquer au budget européen.

Que propose la France ? La définition de nouvelles priorités implique de nouvelles ressources propres. C'est le sens de notre proposition de taxer les GAFA - pour Google, Apple, Facebook et Amazon. Nous proposons aussi une fiscalité sur le dioxyde de carbone, pour que les entreprises européennes se trouvent dans une situation de concurrence loyale vis-à-vis des entreprises des pays qui ne respectent pas les mêmes normes que nous.

Monsieur le Député, le débat d'hier à Strasbourg a été dense, intense et riche.

Le message que le président de la République est venu délivrer est celui de l'urgence à agir en Europe, parce que l'Europe, vous l'avez rappelé, est mise au défi. Le monde est de plus en plus dangereux et instable, le protectionnisme est de retour et, pour faire face au changement climatique et accomplir la transition numérique, il faut une réponse européenne.

Mais l'urgence, c'est aussi de répondre aux doutes, aux interrogations et aux insatisfactions que manifeste une partie des peuples européens vis-à-vis du projet européen lui-même. Les élections italiennes sont venues nous rappeler que l'Europe n'avait pas été assez présente au moment où une partie des Européens avait besoin d'elle.

La vision de l'Europe que nous défendons, vous le savez, c'est celle d'une Europe qui protège. Nous avons de nombreuses propositions à faire, et nous avons déjà obtenu des résultats, qu'il s'agisse de la réforme du régime des travailleurs détachés de l'Europe de la défense, dont les bases ont été jetées, ou encore du renforcement des mécanismes de défense commerciale. Face à Washington, face à Moscou, face à Ankara, l'Europe sait parler d'une seule voix.

Nous avons encore beaucoup à faire. Nous voulons réformer l'Europe au profit des citoyens, nous voulons la réformer avec les citoyens, et tel est l'objet des consultations citoyennes pour l'Europe. Il faut que le visage de l'Europe de demain soit celui de ses populations./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)